

CONFERENCE DE PRESSE

Sous l'égide
des organisations de la société civile : NOVATION INTERNATIONALE
et des partis politiques de l'opposition : ANC, CAR, FDR, PSR
engagés dans la résistance au Togo

Déclaration liminaire

A quand la fin de la longue errance politique du Togo ?

Chers Compatriotes

Aujourd'hui, nous nous réunissons pour honorer la mémoire de Sylvanus Epiphanio Kwami OLYMPIO, premier président de la République du Togo, père de l'indépendance et fondateur de la nation togolaise. Sylvanus Epiphanio Kwami OLYMPIO fut un visionnaire qui a rêvé d'un Togo libre, uni et prospère, maître de son destin. En ce jour, nous rendons hommage à sa mémoire, son courage et son dévouement jusqu'au sacrifice suprême, pour notre nation.

En effet, il y a 62 ans, le 13 janvier 1963, il fut abattu froidement, à son domicile par un quarteron de demi-soldes démobilisé de l'armée coloniale française. Ce crime insensé, déguisé par la suite en coup d'Etat militaire, a plongé le Togo et le peuple togolais dans un système d'oppression et d'arbitraire, dont toutes les tentatives de libération sont demeurées vaines depuis lors.

Aujourd'hui, 13 janvier 2025, le peuple togolais se souvient et se mobilise, malgré les entraves, pour rendre hommage à cet homme illustre qui mena à la victoire, la lutte pour l'indépendance de notre cher pays le Togo. Ce peuple meurtri depuis des décennies par tant de sacrifices, avec des familles dévastées, des milliers de vies perdues, des milliers d'exilés, des centaines de détenus politiques, doit pourtant retrouver son allant indispensable à la 2^{ème} lutte de libération nationale. Il est en effet temps que les Togolaises et les Togolais se réveillent de la longue léthargie dans laquelle les auteurs de cet abominable assassinat et leurs commanditaires et complices, tentent de les maintenir. Que l'esprit de Sylvanus Olympio suscite notre détermination et inspire notre combat pour mettre fin définitivement au joug de la dictature.

Le régime RPT/UNIR, à la manette depuis cette fatidique date du 13 janvier 1963, multiplie les coups d'Etat pour conserver abusivement le pouvoir et gouverner notre pays par la violence et la terreur, par le tribalisme et la prévarication.

Faut-il le rappeler ? Sous le père, Étienne Gnassingbé Eyadéma, auteur de l'assassinat de Sylvanus OLYMPIO, notre pays a connu plus de 42 années de plomb. Le fils, Gnassingbé Faure, ne fait que perpétuer depuis 20 ans, la gouvernance catastrophique de son père.

Quel peuple serions-nous et que laisserions-nous à la postérité s'il nous faut accepter, l'échine courbée, tous les travers du régime prédateur qui régent la vie de notre pays depuis 62 ans ?

Ce 13 janvier 2025 doit être, une fois encore, l'occasion de condamner avec force :

- L'inféodation de toutes les institutions de la République au parti au pouvoir,
- L'utilisation et la manipulation des forces de défense et de sécurité à des manœuvres pour se maintenir ad vitam aeternam au pouvoir en les dévoyant de leurs missions régaliennes, celles de garantir l'intégrité territoriale et d'assurer la sécurité de tous les citoyens et des biens,
- Le coup d'État constitutionnel opéré le 06 mai 2024 par la promulgation d'un texte de constitution appelé constitution de la cinquième République alors que le vote de ce texte à l'Assemblée nationale est fait, non seulement, par des députés dont le mandat est terminé mais aussi en violation des textes de lois nationales et du protocole additionnel de la convention de la CEDEAO sur la démocratie.
- Des coups d'État électoraux planifiés et mis en exécution depuis des décennies par le régime RPT/UNIR pour se maintenir au pouvoir, comme, récemment encore, les dernières législatives et régionales, qui sont une grande honte pour notre pays,
- Les élections sénatoriales en cours de préparation et à l'issue desquelles le chef de l'exécutif, un non élu, devra désigner le tiers des sénateurs en violation du principe démocratique et républicain de séparation des pouvoirs,
- La confiscation par le régime des libertés fondamentales et notamment de la liberté des manifestations publiques, pourtant consacrée par la Constitution,
- La volonté manifeste du régime à transformer notre pays en un royaume de fait, traduisant un net recul démocratique, sanctionné par les instances du Millenium Challenge Account qui refusent à notre pays, l'accès à ses facilités financières.

Chers Compatriotes,

Aujourd'hui un tournant majeur se profile pour notre pays. Le 20 février 2025, prendra fin le 4ème mandat présidentiel de Monsieur Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis deux décennies.

En conséquence et conformément aux dispositions de la Constitution de la quatrième République, que le peuple togolais s'est librement et souverainement donnée, l'élection présidentielle en vue du choix par le peuple souverain, d'un nouveau président de la République doit être diligemment organisée.

Voilà pourquoi les signataires de la présente déclaration appellent le chef de l'Etat sortant, Faure Gnassingbé ainsi que le gouvernement et le parti au pouvoir à la responsabilité, au sens de l'Etat, au sens de la République et au sens de la Patrie, afin d'engager diligemment avec la classe politique togolaise, un processus ouvert et transparent d'alternance politique au sommet de l'Etat. Une présidence à vie est intolérable en ces temps de lumière, où le peuple réclame la démocratie et l'alternance au pouvoir.

En vertu de la Constitution de 1992 qui régit le mandat présidentiel actuellement en cours, les signataires de la présente rappellent le caractère incontournable de l'organisation, en toute transparence, en toute honnêteté et en toute loyauté, de la prochaine élection présidentielle au Togo, à l'échéance constitutionnelle de février 2025.

Dans cette perspective, les signataires de la présente déclaration appellent les populations togolaises, l'ensemble des forces vives de la nation à la résistance contre tous les coups de force et toutes les violations de la Constitution et des lois, auxquelles se livrent impunément le régime pour conserver abusivement et indéfiniment le pouvoir.

Nous nous adressons particulièrement à la jeunesse togolaise qui est le présent et l'avenir de notre nation. Il est temps pour nos jeunes générations actuelles, de prendre le flambeau de la résistance. L'histoire nous enseigne que la jeunesse a toujours porté les combats pour la liberté. Jeunes Togolaises et jeunes Togolais, ne laissez pas les espoirs de vos aînés se perdre dans l'inaction, relevez-vous et engagez-vous pour un Togo libre et souverain.

Nous nous adressons aussi aux leaders religieux, souvenez-vous de l'engagement pour la justice et la vérité, du Christ, du prophète Mohamed et d'autres grandes figures spirituelles. Ils furent des acteurs de changement et se sont toujours tenus aux côtés des opprimés en œuvrant à la préservation et à la défense de la justice, de la vérité et de la dignité humaine.

Enfin, nous exhortons nos forces de défense et de sécurité à ne pas porter atteinte aux droits humains. Elles savent que leur mission est de protéger le peuple et non de servir un pouvoir autoritaire : Compatriotes des forces de défense et de sécurité, ne laissez pas le pouvoir en place vous utiliser pour réprimer ceux qui, comme vous, aspirent à un avenir meilleur.

Les signataires de la présente déclaration appellent donc à la conscience nationale pour prendre la mesure de la situation dans laquelle se trouve notre pays.

Il est temps de mettre fin à la vie chère et à l'insécurité, aux inondations à répétition et aux incendies criminels des marchés, aux carences en ressources humaines et en équipement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Il est temps de mettre fin aux scandales des marchés publics gangrenés par la corruption. Il est temps de mettre fin aux

violences policières et aux détentions arbitraires, notamment des prisonniers politiques. Il est temps de mettre fin à la caporalisation de l'administration publique et des institutions de la République. Il est temps, d'informer la nation sur le drame que vivent nos concitoyens soumis en permanence aux attaques des groupes terroristes et de susciter un élan de solidarité nationale pour soulager leurs peines. Il est temps d'ouvrir de réelles opportunités de promotion et de prospérité à la jeunesse et aux femmes togolaises. Il est temps d'éradiquer la pauvreté et l'extrême pauvreté des couches vulnérables. Il est temps de mettre fin aux violations systématiques des droits et libertés des citoyens. Il est temps de mettre fin à la longue errance politique au Togo.

Peuple togolais lève-toi donc, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du pays et, ensemble, sauvons la Patrie.

Levons-nous avec foi, engagement et loyauté, comme jadis les pères de l'indépendance et fondateurs de la nation togolaise, comme jadis Sylvanus Epiphanio Kwami OLYMPIO, pour reconquérir les espaces de libertés confisqués, pour reconquérir la souveraineté et la dignité de notre cher pays le Togo.

En signe de reconnaissance et de gratitude et pour saluer une fois encore sa mémoire, nous lançons à l'illustre et digne fils du pays, père de l'indépendance et de la nation togolaises, Sylvanus OLYMPIO, la célèbre exhortation de ralliement patriotique qui galvanisait jadis et continue de galvaniser les combattants de la liberté, en proclamant haut et fort : « Ablodé ! Ablodé ! Ablodé Gbadja ! ».

Fait à Lomé, le 13 janvier 2025

Ont signé :

pour les organisations de la société civile :

- Novation Internationale
- Tournons La Page-Togo
- Front Citoyen TOGO DEBOUT
- Femmes Pyramide
- FDCI
- WELL Togo
- AJAAH
- ATDH
- DRPDPS
- ABEJ

pour les partis politiques :

- ANC
- CAR
- FDR
- PSR